Toyota avant l'Emmental

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **30 (1993)**

Heft 1135

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1011647

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public
DP
JAA
1002 Lausanne
19 août 1993 – nº 1135
Hebdomadaire romand
Trentième année

Toyota avant l'Emmental

Surprise d'abord, quand le 11 août, dans la Ville fédérale à peine remise au travail, les dirigeants de l'Union démocratique du centre (UDC) présentent une brochure consacrée au GATT, plus spécialement à l'Uruguay Round, considéré d'avance comme «un accord inéluctable».

Stupeur ensuite, chez les membres de l'UDC, dont la base se recrute traditionnellement dans les régions rurales. Les délégués assemblés à Thoune samedi dernier n'ont pas mâché leurs mots; Heinz Schwab, conseiller national et président de la section bernoise de l'Union suisse des paysans, a même accusé le comité directeur de l'UDC et le Conseil fédéral de complicité dans le bradage de l'agriculture helvétique.

Reste en effet à expliquer l'assentiment donné par l'UDC au volet agricole d'un «round» de négociations qui devrait s'achever vers la fin de cette année par un accord prévoyant trois types de mesures, toutes contraires à la politique protectionniste suivie jusqu'ici en Suisse: transformation en droits de douane de tous les obstacles non tarifaires aux échanges de produits agricoles; limitation des mesures de soutien au marché intérieur; diminution des subventions à l'exportation de ces mêmes produits.

La position de l'UDC sur le GATT se veut une suite cohérente au débat sur l'EEE. En rejetant ce traité, l'UDC revendiquait une ouverture à une plus large échelle que celle, dangereusement étriquée et totalitaire à ses yeux, de la communauté des Etats-nations de l'Europe occidentale.

Aujourd'hui donc, on comprend que l'UDC préfère le commerce mondial des biens industriels aux échanges réglementés des produits agricoles. On observe la victoire des démocrates du centre «urbains» sur leurs collègues «ruraux»: les conseillers nationaux zurichois Christoph Blocher, proche de la chimie et des milieux financiers, et Walter Frey, grand importateur-distributeur de voitures d'outre-mer (Toyota, Chrysler, Jaguar) l'emportent désormais sur les Bernois et paysans, qui ont si longtemps dominé un parti qui fut celui des «paysans, artisans et bourgeois».

Ce renversement au sein de l'UDC apparaît comme une revanche après le vote sur l'EEE. En vue du 6 décembre dernier, l'UDC bernoise avait donné un mot d'ordre positif, contraire à la consigne du parti suisse et surtout de sa section zurichoise, dont les porte-parole n'ont lésiné ni sur les formulations démagogiques ni sur les moyens financiers.

Vis-à-vis des autres partis, nullement pressés de donner leur avis sur l'Uruguay Round, l'UDC a pris une avance à la fois téméraire et habile. Téméraire parce qu'il est dangereux de se prononcer sur un accord avant d'en connaître la teneur définitive; habile parce que l'UDC se reprofile comme parti gouvernemental après sa dissidence sur l'Europe et, surtout, dégage par avance sa responsabilité en cas d'échec de l'accord du GATT devant les Chambres ou le peuple, tout en assumant sa mission de «guide politique» de la paysannerie suisse.

Au siège de l'Union suisse des paysans (USP), le message risque de moins bien passer que la consigne négative de l'automne dernier. Le directeur de la centrale de Brugg, Melchior Ehrler, a la réputation de ne pas se tromper d'ennemi: or il était pour l'EEE, qui serait resté sans effet pour l'agriculture suisse, mais s'oppose fermement au volet agricole de l'Uruguay Round, contre lequel il est allé récemment faire du lobbysme jusqu'à Tokyo, où le G7 tenait réunion au sommet.

Car pour les paysans «officiels» de l'USP comme pour les minoritaires de l'Union des producteurs suisses (UPS), pour les fédérations agricoles des pays de la Communauté comme pour la Coordination paysanne européenne, le GATT est devenu un organisme diabolique depuis qu'il s'occupe de marchés agricoles. On y pratique le dumping économique (sur les prix), écologique (sur les conditions de production), social (sur les coûts de la main-d'œuvre); pire, on y privilégie les intérêts des Etats-Unis et de leurs «big farmers» ainsi que des multinationales de l'agro-alimentaire.

Pour appâter les milieux agricoles suisses, le Conseil fédéral compte sur les paiements directs, ces versements indépendants de la production longtemps honnis dans les campagnes. Mais les paysans se méfient: où prendra-t-on les 1400 millions nécessaires pour compenser la disparition des subventions interdites par l'Uruguay Round ?

YJ